



DIRE MJC

Ex 2 ex

20/08/01

enregistré
m ICPE

DIJON, LE

20/08/2001

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT AUTORISATION D'EXPLOITER
UNE INSTALLATION CLASSEE
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Société TREFILEUROPE

Commune de SAINTE COLOMBE SUR SEINE

Rubriques n° 2560 ; 2565 ; 1180 ; 1432 ; 1611 ; 2561 ;
2661 ; 2662 ; 2910 et 2920 de la nomenclature

LE PREFET de la Région BOURGOGNE,
Préfet de la Côte d'Or
OFFICIER de la LEGION d'HONNEUR
OFFICIER de l'ORDRE NATIONAL du MERITE

- Vu le Code de l'Environnement et notamment le titre premier du Livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, pris pour l'application des dispositions législatives susvisées,
- Vu la demande présentée le 5 janvier 2000 par la société TREFILEUROPE en vue d'être autorisée à procéder au remplacement de son atelier de décapage et de phosphatation sur le territoire de la commune de SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE,
- VU l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2000 prescrivant à la Société TREFILEUROPE la réalisation d'une étude diagnostic initial et une étude évaluation simplifiée des risques pour le site de SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE,
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 avril 2000 portant mise à l'enquête publique de la demande susvisée,
- Vu le dossier de l'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 15 mai 2000 au 16 juin 2000,

- Vu l'avis du commissaire-enquêteur en date du 17 juin 2000,
- Vu les avis de MM.
 - le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
en date du 28 avril 2000,
 - le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours,
en date du 14 juin 2000,
 - le Directeur Régional de l'Environnement,
en date du 16 juin 2000,
 - le Directeur Départemental de l'Équipement,
en date du 19 juin 2000,
 - le Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles Economiques
de Défense et de la Protection Civile
en date du 22 juin 2000,
 - le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
en date du 31 juillet 2000.
- Vu l'avis et les propositions de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, Inspecteur des Installations Classées, en date du **18 JUIN 2001**
- Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 10 juillet 2001,
- Considérant qu'aux termes de l'article L 512-2 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,
- Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement,
- Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du pétitionnaire,
- Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or,

SOMMAIRE

TITRE PREMIER.....	5
Article 1er - TITULAIRE DE L'AUTORISATION	5
Article 2 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS	5
Article 3 - CLASSEMENT DES INSTALLATIONS	5
Article 4 - ABROGATION DES ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS	5
TITRE DEUXIEME.....	6
CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION	6
Article 5 - CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS	6
Article 6 - DISPOSITIONS GENERALES	6
Article 7 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES	7
Article 8 - CONTROLES.....	7
Article 9 - ENREGISTREMENT	8
Article 10 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE	8
TITRE TROISIEME.....	8
PRESCRIPTIONS COMMUNES.....	8
AUX INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT	8
PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX.....	8
Article 11 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS.....	8
Article 12 - EXPLOITATION	12
Article 13 - TRAITEMENT	12
Article 14 - VALEURS LIMITEES	13
Article 15 - CONTROLE ET SUIVI DES EFFLUENTS.....	15
Article 16 - ENREGISTREMENT	16
PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....	16
Article 17 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT	16
Article 18 - TRAITEMENT.....	17
Article 19 - NORMES DE REJET (traitement de surface).....	17
Article 20 - CONTROLE ET SUIVI DES REJETS (traitement de surface).....	17
Article 21 - ENREGISTREMENT	18
PREVENTION ET LUTTE CONTRE LE BRUIT.....	18
Article 22 - NIVEAUX ACOUSTIQUES ADMISSIBLES	18
TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS.....	19
Article 23 - CONCEPTION - AMENAGEMENT	19
Article 24 - EXPLOITATION ET TRAITEMENT.....	19
Article 25 - CARACTERISTIQUES DES DECHETS	20
Article 26 - RESERVE	20
Article 27 - ENREGISTREMENT	20
SECURITE	21
Article 28 - RISQUES NATURELS.....	21
Article 29 - ACCES, SURVEILLANCE	21
Article 30 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT.....	22
Article 31 - EXPLOITATION	22
Article 32 - MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION	23
Article 33 - CONTROLES.....	24
Article 34 - ENREGISTREMENT	24
IMPACT VISUEL	25

SURVEILLANCE DES EFETS SUR L'ENVIRONNEMENT.....	25
Article 36 - RESERVE	25
Article 37 - RESERVE	25
Article 38 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES	25
Article 39 – DISPOSITIONS APPLICABLES A LA MISE A L'ARRET DE L'ANCIENNE DECAPERIE	26
TITRE QUATRIEME.....	27
PRESCRIPTIONS PARTICULIERES.....	27
Article 40 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX LIGNES DE TRAITEMENT DE SURFACE	27
Article 41 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE TRANSFORMATION ELECTRIQUE DES PCB OU PCT	29
Article 42 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE REFRIGERATION ET COMPRESSION.....	31
Article 43 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX TOURS AEROREFRIGERANTES A PULVERISATION D'EAU DANS UN FLUX D'AIR	32
TITRE CINQUIEME.....	34
MESURES EXECUTOIRES.....	34
Article 44 - LIMITATIONS	34
Article 45 - RECOURS	34
Article 46 - ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS	34
Article 47 - MODIFICATIONS	34
Article 48 - INSPECTION.....	34
Article 49 - DISPONIBILITE	35
Article 50 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT.....	35
Article 51 - PUBLICITE	35
Article 52 - AFFICHAGE	35
Article 53 - AMPLIATION	35
CLASSEMENT DES INSTALLATIONS.....	39

ARRETE

TITRE PREMIER

OBJET DE L'ARRETE

Article 1er - TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société TREFILEUROPE dont le siège social est situé 25 avenue de Lyon – BP 96 – 01000 BOURG EN BRESSE, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de fabrication de fils et torons de précontrainte d'une capacité de 60 000 tonnes par an et à procéder au remplacement de l'atelier de décapage et de phosphatation d'une capacité de traitement de 5 900 000 m² de surface de fil traité, dans son établissement situé sur le territoire de la Commune de SAINT COLOMBE SUR SEINE.

Article 2 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé principalement des installations suivantes :

- un atelier de décapage et de phosphatation, d'une capacité de 150,22 m³,
- une station de neutralisation des effluents, issus de l'atelier de décapage et de phosphatation,
- 18 machines de travail mécanique des métaux (tréfileuses et toronneuses), d'une puissance totale de 7 000 kW,
- 22 transformateurs au pyralène.

Article 3 - CLASSEMENT DES INSTALLATIONS

VOIR ANNEXE 1.

Article 4 - ABROGATION DES ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS

Les dispositions des actes administratifs antérieures au présent arrêté délivrés au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement pour l'établissement ici autorisé, listées ci-après :

- arrêté préfectoral du 28 janvier 1976,
- arrêté préfectoral du 24 décembre 1997,

sont annulées et remplacées par les prescriptions du présent arrêté.

TITRE DEUXIEME

CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

Article 5 - CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent à l'ensemble des installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire qu'elles soient mentionnées ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et qui sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

Article 6 - DISPOSITIONS GENERALES

6.1 - Les installations sont conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

6.2 - Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

6.3 - Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses sont prises :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pentes, revêtement, etc) et convenablement nettoyées ;

- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.

- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;

- des écrans de végétation sont mis en place.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

6.4 - Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles ou normes en vigueur.

6.5 - A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

6.6 - L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisées de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

6.7 - Valeurs limites des rejets

Les valeurs limites fixées pour les rejets dans le présent arrêté s'entendent dans les conditions ci-après :

- Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

- Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

- 10 % des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas de mesures en permanence, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.

- Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne constitue un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Article 7 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES

Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.

L'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation, dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 8 - CONTROLES

L'inspection des installations classées peut procéder ou faire procéder à des prélèvements, analyses et mesures des eaux rejetées de toute nature, des émissions à l'atmosphère, des déchets ou des sols, ainsi qu'au contrôle du niveau sonore et à des mesures de vibrations.

Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

NREGISTREMENT

L'exploitant établit, tient à jour et à disposition de l'inspecteur des installations classées les documents répertoriés dans le présent arrêté, notamment les justificatifs du respect des dispositions de l'article 10 ci-dessous.

Il les conserve pendant une période minimale de 5 ans, sauf spécification contraire.

Article 10 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE

L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires au transport et au stockage des substances toxiques dangereuses ou insalubres, à la prévention, à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions, ainsi que ceux nécessaires à la sécurité.

Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence.

Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.

TITRE TROISIEME

PRESCRIPTIONS COMMUNES

AUX INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

Article 11 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS

11.1. - Limitation des consommations d'eau – Suppression des eaux de refroidissement

11.1.1 - Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs. Ils sont relevés journalièrement et les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

11.1.2 – Aménagement des installations

L'exploitant est tenu de réaliser les aménagements suivants :

- mise en circuit fermé des eaux de refroidissement des produits (lignes de stabilisation) :

→ délai de réalisation : 31 décembre 2001.

11.2. - Réseaux

Les réseaux de distribution d'eau sont étanches, constitués de matériaux adaptés aux caractéristiques physiques et chimiques (telle la dureté...) des eaux transportées, maintenus en bon état et font l'objet de tests appropriés périodiques.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas la libre circulation des eaux. Ces ouvrages ne gênent pas la remontée des poissons migrateurs dans les cours d'eau.

L'ouvrage de raccordement sur le réseau public est équipé d'un disconnecteur ou de tout autre dispositif équivalent.

La déclaration ainsi que la vérification annuelle de ce dispositif sont à adresser aux services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Les effluents sont collectés puis évacués, suivant leur nature et le mode de traitement à leur appliquer, par un réseau séparatif.

A cet effet sont distinguées :

- les eaux usées d'origine domestique, désignées E D ;
 - les eaux pluviales non souillées ainsi que les eaux de purges de déconcentration de réseau de réfrigération ou d'installation de déminéralisation, désignées E P ;
 - les eaux collectées dans les cuvettes de rétention et bassins de confinement, désignées E C ;
 - les eaux résiduelles d'autre origine provenant notamment des procédés, des lavages des sols et des machines, les eaux pluviales polluées même accidentellement, etc, désignées E U.
- Ces effluents transitent nécessairement en canalisations fermées.

11.3. - Points de rejet

Généralités :

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Les points de rejet d'eaux de toute nature dans le milieu récepteur sont au nombre de 6.

Ils sont définis comme suit :

Désignation du rejet	Nature des Eaux ou des effluents	Désignation du milieu récepteur
Rejet n° 1	ED	Réseau communal d'eaux usées
Rejet n° 2	EU + ER* + EP	Canal d'alimentation puis SEINE
Rejet n° 3	ER* + EP	Canal d'alimentation puis SEINE
Rejet n° 4	ER*	Canal d'alimentation puis SEINE
Rejet n° 5	ER* + EP	Canal d'alimentation puis SEINE
Rejet n° 6	ER* + EP	Canal de décharge puis SEINE

et repérés sur le plan figurant en annexe au présent arrêté.

* ER : Eaux de refroidissement → voir 11.1.2.

Mesures et prélèvements :

Les ouvrages d'évacuation des E U en sortie de la station de neutralisation sont réalisés pour permettre le prélèvement d'échantillons moyens représentatifs du rejet considéré et la mise en place d'appareils de mesure de débit. Ces ouvrages sont en état de fonctionnement en toutes circonstances y compris en période de crues.

La station de neutralisation est équipée, au niveau de la sortie des effluents traités, de dispositifs permettant la mesure et l'enregistrement en continu du débit et la constitution d'échantillons d'effluents représentatifs proportionnels au débit.

Les ouvrages de rejet d'eaux pluviales non polluées sont réalisés pour permettre le prélèvement d'échantillons.

11.4. - Prévention des pollutions accidentelles des eaux

Stockages, rétention, manipulation et transport

Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. La vidange de cette capacité ne peut pas se faire, même partiellement, par gravité. Le dispositif permettant la vidange est à commande manuelle.

L'étanchéité des réservoirs peut être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts,...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles.

Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Les eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle, doivent pouvoir être confinées à l'intérieur du site.

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs, de façon à maintenir toute pollution accidentelle à l'intérieur de l'établissement.

Equipements et canalisations

Les réservoirs, canalisations et tous équipements accessoires susceptibles de contenir des substances toxiques ou insalubres (fluides, effluents pollués, etc), sont étanches et résistent à l'action physique et chimique de ces substances.

Accessibilité

Les différents réseaux de collecte d'effluents et les organes de visite qui leur sont associés, les organes de contrôle et de commande de matériels tels que vannes d'isolement, les équipements de mesure de débit et de prélèvement d'échantillons, les points de rejet et équipements associés, sont accessibles en permanence.

11.5 - Installation de traitement

- Les installations de traitement sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

- Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Article 12 - EXPLOITATION

12.1. - Transports internes

Les transports internes à l'établissement de produits dangereux, polluants ou toxiques sont effectués dans le respect du plan de circulation établi par l'exploitant, porté à la connaissance des intervenants.

12.2. - Stockages de produits liquides

L'exploitant prend toutes dispositions pour :

- n'autoriser puis réaliser les transferts de produits que dans des réservoirs présentant un volume vide disponible au moins égal au volume à transférer lors du dépôtage considéré,
- disposer en permanence de l'indication du niveau de liquide dans chaque réservoir,
- assurer la vacuité des cuvettes de rétention.

12.3. - Consignes spécifiques

L'exploitant établit, tient à jour et diffuse aux personnels concernés des consignes spécifiques relatives à la limitation de la consommation d'eau et des gaspillages, notamment en ajustant les débits d'eau à des valeurs les plus faibles possibles compatibles avec le bon fonctionnement des installations, le bon déroulement des processus mis en œuvre et des opérations de nettoyage.

12.4 - Nature des effluents

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Article 13 - TRAITEMENT

13.1. - Eaux domestiques et eaux vannes (E D)

Elles sont raccordées au réseau public d'assainissement.

13.2. - Eaux pluviales et autres eaux propres (E P)

Elles sont rejetées au milieu naturel.

13.3. - Eaux des cuvettes de rétention et bassins de confinement (E C)

Après contrôle, elles sont soit rejetées dans le réseau des eaux pluviales sous réserve de satisfaire les prescriptions ad hoc du présent arrêté, soit traitées préalablement avant rejet en tant qu'eaux résiduelles. A défaut, elles sont éliminées comme des déchets.

13.4. - Eaux résiduelles autres (E U)

L'exploitant collecte puis épure les eaux résiduelles dans les conditions suivantes :

- effluents de l'atelier de décapage et de phosphatation : traités par une station physico-chimique puis rejetés au milieu naturel.

Article 14 - VALEURS LIMITES

14.1. - Prélèvements dans le milieu naturel

A partir du 1^{er} janvier 2002 :

- les quantités d'eau prélevées dans les eaux de la Seine ne peuvent dépasser les valeurs limites suivantes :

	Prélèvement unique
Prélèvement maximal instantané (m ³ /h)	240
Prélèvement moyen (m ³ /j)	1 800
Prélèvement annuel (m ³ /an)	420 000

- les prélèvements dans les eaux de la Seine ne concerneront exclusivement que les postes suivants :

- maintien de la circulation en eau dans les réseaux,
- appoint pour compenser l'évaporation des circuits fermés de refroidissement,
- décaperie.

14.2. Bilan

L'exploitant est tenu d'adresser, à l'inspecteur des installations classées, un bilan annuel des consommations d'eau des postes les plus consommateurs, accompagné des commentaires appropriés nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées, puis à décrire et justifier

les mesures correctives mises en œuvre ainsi que les voies d'amélioration possibles.

14.3. - Rejets

Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :

A - En termes de caractéristiques générales des effluents

- pH (mesuré dans l'effluent en amont du rejet suivant la norme NFT 90 008) : compris entre 6,5 et 9,

- température (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30 °C,

- couleur (mesurée suivant la norme NF EN ISO 7787) : telle que la modification de la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l,

- absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de son écoulement dans le milieu naturel ni après 5 jours d'incubation à 20° C.

B - En termes de débits, de concentrations et de flux

B.1 Eaux résiduaires après traitement

Débit : 17 m³/h
300 m³/jour

PARAMETRES A MESURER	NORME D'ANALYSE	CONCENTRATION (mg/l)	FLUX (kg/h)	FLUX (kg/j)
MEST	VOIR ANNEXE 2	10	0,2	2
DCO		50	0,85	10
Phosphore		1	0,02	0,25
Fer		2	0,04	0,50
Zinc		2	0,04	0,50

Ces valeurs pourront être révisées sur la base de l'évolution des meilleures technologies disponibles.

B.2 -Eaux pluviales et autres eaux propres

PARAMETRES	NORME D'ANALYSE	CONCENTRATION INSTANTANEE (en mg/l)
MEST	VOIR ANNEXE 2	35

DCO		125
HYDROCARBURES		5

Article 15 - CONTROLE ET SUIVI DES EFFLUENTS

L'exploitant procède, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par la décaperie au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons représentatifs moyens sur 24 h aux fins d'analyses par des méthodes normalisées. Cette surveillance s'exerce dans les conditions ci-après.

15.1. - Contrôle périodique des rejets (autosurveillance)

Les modalités de ce contrôle sont définies ci-après :

PARAMETRES	NORME D'ANALYSE	FREQUENCE
Débit	VOIR ANNEXE 2	C/J
pH		C/H
température		H
MEST		H
DCO		H
Phosphore		H
Fe		H
Zn		H
Chlorures		H

C = en continu - H = Hebdomadaire - J = Journalière

Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés, nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence sont adressés chaque semaine à l'inspection des installations classées par télétransmission compatible avec le mode de traitement des données utilisé par cette inspection.

15.2. - Validation de l'autosurveillance

L'exploitant fait procéder à ses frais au moins une fois par an aux prélèvements et analyses demandés dans le cadre de la surveillance des rejets par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Pour les analyses, cet organisme est un laboratoire agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Les rapports établis par cet organisme sont systématiquement transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle correspondant.

En outre, dans le cadre d'une convention passée par l'exploitant avec l'organisme, celui-ci intervient de façon inopinée à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 16 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la prévention de la pollution des eaux, les suivants :

- plans de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux tenus à jour et datés, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à la compréhension ;

- résultats des contrôles des rejets et prélèvements d'eaux faits à l'initiative de l'exploitant ou à la demande de l'inspection des installations classées ;

- justificatifs des capacités et de l'étanchéité des rétentions et bassins de confinement.

PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 17 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT

17.1 - Conditions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les cheminées permettront une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents, sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...) conformes aux dispositions de la norme NFX 44 052.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention

d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

17.2 - Installations de combustion

Les prescriptions du décret n° 98.817 du 11 septembre 1998 relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW sont applicables aux installations de combustion.

Article 18 - TRAITEMENT

Nonobstant les dispositions de l'article 19, l'exploitant doit collecter puis épurer les effluents atmosphériques dans les conditions définies ci-après :

- les vapeurs provenant des bains de traitement sont traitées par une tour de lavage. Les eaux de lavage issues de ce traitement sont dirigées vers la station de traitement des eaux résiduaire.

Article 19 - NORMES DE REJET (traitement de surface)

Les émissions (gaz, vapeur, vésicules, particules) émises au-dessus des bains et présentant des inconvénients pour l'hygiène et la santé des travailleurs, doivent être captées et épurées, avant rejet dans l'atmosphère.

Les systèmes de captation doivent être conçus et réalisés de manière à optimiser la captation par rapport au débit d'aspiration et empêcher le mélange de produits incompatibles.

Les vapeurs et gaz doivent être épurés au moyen de techniques adaptées (laveurs de gaz, dévésiculeurs). Les teneurs en polluant avant rejet doivent être aussi faibles que possible et respecter avant toute dilution les limites fixées comme suit :

Identification du rejet	Paramètres à contrôler	Valeurs limites		
		Débit maximal (m³/h)	Concentration (mg/Nm³)	Flux instantané (g/h)
Décapage Rejet acide	Acidité exprimée en H ⁺	35 000	0,5	20
Rinçage Rejet basique	Alcalinité exprimée en OH ⁻	8 000	10	80

↑

?
1 seul rejet
→ l'atmosphère!!
→ l'air de l'atelier

Les liquides recueillis lors du traitement des gaz doivent être recyclés ou traités comme des effluents concentrés.

Article 20 - CONTROLE ET SUIVI DES REJETS (traitement de surface)

Des dispositifs obturables, commodément accessibles, de forme et de position conformes à la norme NFX 44 052, doivent être mis en place sur les conduits d'évacuation pour permettre l'exécution de prélèvement.

L'exploitant procède à une surveillance des rejets atmosphériques qui porte sur :

- une vérification du bon fonctionnement des systèmes de captation, aspiration et traitement des gaz,
- l'efficacité du traitement des effluents atmosphériques à l'aide d'appareils simples de prélèvements et d'estimation de la teneur en polluant,
- un contrôle des rejets est réalisé dans le mois qui suit la mise en service industrielle de la décaperie.

A la demande de l'inspecteur des installations classées, il peut être procédé à des prélèvements d'échantillons gazeux et à leur analyse. Les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

Article 21 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la prévention de la pollution atmosphérique, les suivants :

- résultats des contrôles des rejets à l'atmosphère faits à l'initiative de l'exploitant ou à la demande de l'inspection des installations classées;
- documents tels que le livret de chaufferie ;
- rapports des incidents ou accidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme ou l'arrêt des installations avec indication et justification des mesures correctives subséquentes.

PREVENTION ET LUTTE CONTRE LE BRUIT

Article 22 - NIVEAUX ACOUSTIQUES ADMISSIBLES

22.1 - Généralités

Les prescriptions du présent article 22 sont définies en application et en complément de l'arrêté ministériel du 23 Janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

22.2 - Niveaux acoustiques admissibles

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :

ZONE CONCERNEE	Niveau limite en dB (A)	
	De 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés	De 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés
Limite de propriété	65	60

22.3 - Contrôles périodiques

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, dans un délai de 6 mois, puis au minimum tous les trois ans, à une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations.

Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 Janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

22.4 - Enregistrement

Les résultats des contrôles prévus à l'article 22.3 ci-dessus sont conservés de façon à toujours avoir au moins les comptes-rendus des trois derniers contrôles.

TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

Article 23 - CONCEPTION - AMENAGEMENT

Le stockage temporaire des déchets s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques.

Ces zones sont telles que le stockage ne présente pas de risque d'envols et d'odeurs gênantes pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Ces zones sont précisées dans le tableau donné dans l'article 25.

Article 24 - EXPLOITATION ET TRAITEMENT

Les déchets sont manipulés et stockés de manière à éviter tout mélange susceptible de générer une réaction dangereuse ou une pollution des eaux ou du sol, des émanations d'odeurs ou de composés toxiques ou dangereux.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées

à cet effet au titre du Code de l'Environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les déchets sont collectés, conditionnés, stockés, traités,... conformément aux indications données dans le tableau de l'article 25.

Article 25 - CARACTERISTIQUES DES DECHETS

L'exploitant satisfait les dispositions figurant dans le tableau ci-après pour les déchets produits en marche normale.

Désignation du déchet	Quantité maximale annuelle produite	Conditions de stockage			Mode d'élimination
		Mode	Quantité maximale	Durée maximale	
Déchets métalliques	1 400 tonnes	Bennes	700 tonnes	6 mois	Recyclage
Acide chlorhydrique	640 tonnes	Citernes	50 tonnes	1 mois	Recyclage
Boues de phosphatation + boues d'hydroxyde métalliques	160 tonnes	Bennes	20 tonnes	1 mois	Incinération
Huile minérale	2 tonnes	Fûts	2 tonnes	1 mois	Recyclage
Chute de plastique	1 tonne	Bennes	0,2 tonne	1 mois	Décharge autorisée
Savon de tréfilage	41 tonnes	Big bag	25 tonnes	8 mois	Décharge autorisée
Déchets industriels banals (papiers, carton, verre.)	100 tonnes	Bennes	10 tonnes	1 mois	Décharge autorisée
Cire et graisse	400 kg				Décharge autorisée Recyclage

Pour les autres déchets (ceux résultant d'un sinistre, d'un accident de fabrication, du démantèlement d'une installation,...) ou dans le cas de la défaillance d'une filière de traitement, les conditions de stockage provisoires et d'élimination sont définies par l'exploitant et font l'objet d'une information préalable de l'inspection des installations classées.

Article 26 - RESERVE

Article 27 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de l'élimination des déchets, les suivants :

- registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets sur lequel sont portés, a minima pour chaque déchet, les renseignements suivants :

- . nature, origine et codes de la nomenclature des déchets,
- . quantité produite,
- . date (ou période) de production correspondante,
- . date d'enlèvement,
- . nom et adresse du transporteur,
- . mode de traitement,
- . nom et adresse de l'entreprise effectuant le traitement et, en tant que de besoin, du regroupeur ou du centre de transit ;

- registre de contrôle de l'état des stocks des déchets dans l'établissement ; ce registre devra, a minima pour chaque déchet concerné, comporter les renseignements suivants :

- . nature et origine,
- . quantité stockée,
- . date de mise en stockage.

SECURITE

Article 28 - RISQUES NATURELS

Foudre

Les dispositions des articles 1 à 4 de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées sont applicables.

Article 29 - ACCES, SURVEILLANCE

L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie.

La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, est suffisamment résistante pour éviter l'accès délibéré aux installations.

Les zones dans lesquelles il existe des situations dangereuses en fonctionnement normal des installations, définies sous la responsabilité de l'exploitant, se situent à l'intérieur du périmètre clôturé de l'établissement.

Les accès à l'établissement sont constamment surveillés ou, à défaut, fermés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant sont admises dans l'établissement.

Article 30 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT

30.1. - Voies et aires de circulation

Les installations sont facilement accessibles par les services de secours.

Les voies et aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services de lutte contre l'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées.

30.2. - Installations électriques

Les installations électriques sont conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux normes NFC 14 100 et NFC 15 100.

De plus, dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, l'exploitant définit et utilise des installations électriques conformes à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Les appareils et masses métalliques exposés à de telles atmosphères (poussières combustibles, solvants,...) sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre est unique et effectuée suivant les règles de l'art ; elle est interconnectée avec celle des dispositifs éventuels de protection contre la foudre. Les caractéristiques de ces équipements sont périodiquement vérifiées et sont conformes aux normes en vigueur.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants de circulation.

Article 31 - EXPLOITATION

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout obstacle susceptible de gêner la circulation et l'intervention des secours.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par les moyens appropriés tels que panneaux de signalisation, feux, marquages au sol, consignes de circulation,...

Les quantités de produits combustibles consommables présentes dans chaque atelier ne dépassent, en aucune circonstance, les quantités nécessaires pour une journée de travail ou le volume unitaire de conditionnement du produit.

L'exploitant dispose, chaque jour, de l'état du stock de produits toxiques ou inflammables.

L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Article 32 - MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION

32.1. – Réservé

32.2. - Formation

L'exploitant s'assure de la qualification professionnelle et de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et de la qualification des intervenants d'entreprises extérieures.

32.3. - Consignes

L'exploitant élabore des consignes de sécurité et veille à leur compréhension correcte par le personnel de l'établissement, les entreprises sous traitantes et les membres des services d'intervention, publics et privés, extérieurs à l'établissement.

Ces consignes sont affichées, suivant leur nature, de manière à être aisément accessibles par les personnes concernées.

Ces consignes prévoient, notamment dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion :

- l'interdiction de fumer, d'utiliser des feux nus et tout autre appareil susceptible de produire des étincelles ou, plus généralement, de produire une énergie d'allumage suffisante des vapeurs ou autres composés combustibles susceptibles d'être présents ;

- les modalités de délivrance, par le chef d'établissement ou par la personne qu'il a nommément désignée, du permis de feu et de mise en œuvre de celui-ci.

A chaque permis de feu est jointe une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant qui précise notamment les mesures à mettre en œuvre avant, pendant et après la réalisation des travaux ayant nécessité le permis de feu.

32.4. - Plan d'intervention

L'exploitant établit, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des

moyens de secours publics dont il a connaissance.

32.5. - Moyens matériels et humains

32.5.1. - Moyens matériels

L'établissement est doté au moins de :

- 100 extincteurs répartis sur l'ensemble du site et adapté au risque,
- 3 réserves d'eau de capacités respectives 120, 120 et 180 m³, dont le maintien de la capacité maximum doit être assuré et qui doivent être équipées de trappes de visite afin d'améliorer les manœuvres de mise en aspiration des engins d'incendie,
- 1 poteau d'incendie armé (d'au moins 30 m³/h à 3 bars) existant à l'entrée du site.

L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.

32.5.2. - Moyens humains

L'exploitant constitue une équipe de première intervention composée de 3 personnes nommément désignées par l'exploitant et entraînées périodiquement à la lutte contre l'incendie.

Article 33 - CONTROLES

Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an.

Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil.

Article 34 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la sécurité, les suivants :

- registre des incidents et accidents survenus en cours d'exploitation ; ce registre doit comporter la description, l'analyse de ceux-ci ainsi que la définition de la justification des mesures correctives ;
- rapports de contrôle des installations électriques prévu à l'article 33 ;
- plans d'intervention prévus à l'article 32-4 ;
- registre des consignes.

IMPACT VISUEL

Article 35 - PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'IMPACT VISUEL

En vue d'assurer l'intégration des installations dans le paysage, l'exploitant

- aménage et maintient en bon état de propreté (peinture,...) les abords de l'établissement et des installations notamment en procédant à un aménagement paysager des espaces non bâtis ; notamment, les émissions de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier ;
- assure, au moyen de plantations ou d'écrans, le masquage des installations.
- enfouit les lignes téléphoniques.

SURVEILLANCE DES EFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Article 36 - RESERVE

Article 37 - RESERVE

Article 38 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant effectue la surveillance de la qualité des eaux souterraines à partir d'une piézométrie adaptée au site. Cette surveillance comprend les mesures suivantes :

1 – Points de prélèvement

Les points de prélèvement sont constitués par les 5 piézomètres implantés sur le site et dont l'emplacement a été déterminé dans l'étude relative au diagnostic initial et l'évaluation simplifiée des risques d'avril 2001.

Le plan de localisation des piézomètres est indiqué en annexe n° 4.

2 – Prélèvement d'échantillons et analyse deux fois par an (une en hautes eaux et une en basses eaux), suivant les normes indiquées à l'annexe n° 2 ou selon une méthode soumise à l'approbation de l'inspecteur des installations classées pour les paramètres suivants :

- température, pH, conductivité,
- Ca, Mg, Na, K, Cl,
- nitrates, nitrites, ammonium, sulfates, phosphore,
- métaux : As, Cr, Cu, Ni, Pb, V et Zn,
- hydrocarbures totaux et hydrocarbures aromatiques polycycliques.

Les résultats de ces mesures sont adressés à l'inspecteur des installations classées ainsi qu'à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Toute anomalie sera signalée dans les meilleurs délais.

La fréquence de cette surveillance pourra être revue en fonction des bilans établis durant les 5 prochaines années.

Si les résultats des mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant s'assure par tous les moyens utiles que ses activités ne sont pas à l'origine de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Article 39 – DISPOSITIONS APPLICABLES A LA MISE A L'ARRET DE L'ANCIENNE DECAPERIE

Suite à l'arrêt d'exploitation de l'ancienne décaperie, l'exploitant est tenu de réaliser notamment les dispositions suivantes :

- évacuation et élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents dans les bâtiments.

TITRE QUATRIEME

PRESRIPTIONS PARTICULIERES

Article 40 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX LIGNES DE TRAITEMENT DE SURFACE

40.1 – Capacité des baigns

Désignation des baigns	Capacité des baigns (litres)
DECAPAGE HCL	11 340
DECAPAGE HCL	11 340
DECAPAGE HCL	11 340
DECAPAGE HCL	11 340
RINCAGE ASPERSION	2 800
RINCAGE CASCADE	10 710
RINCAGE CASCADE	10 710
PREPHOSPHATATION	11 340
PHOSPHATATION	11 340
PHOSPHATATION	11 340
RINCAGE CASCADE	10 710
RINCAGE CASCADE	10 710
NEUTRALISATION	12 600
NEUTRALISATION	12 600
TOTAL EN LITRES	150 220
	dont baigns actifs : 104 580
	dont rinçages : 45 640

40.2 - Aménagement

40.2.1 – Les appareils (fours, cuves, filtres, canalisations, stockage.) susceptibles de contenir des acides, des bases, des toxiques de toutes natures, ou des sels fondus ou en solution dans l'eau sont construits conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction sont, soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur les surfaces en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable.

L'ensemble de ces appareils est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

40.2.2 – Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases, des toxiques de toutes natures ou des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Le volume de la capacité de rétention est au moins égal au volume de la plus grosse cuve et à 50 % du volume de l'ensemble des cuves de solution concentrée situées dans l'emplacement à protéger.

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle, la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation et les liaisons. Elles sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas.

40.2.3 – Les systèmes de rétention sont conçus et réalisés de sorte que les produits incompatibles ne puissent se mêler.

40.2.4 – Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art. Les échangeurs de chaleur des bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains.

40.2.5 – L'alimentation en eau est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible.

40.2.6 – La détoxification des eaux résiduelles peut être effectuée, soit en continu, soit par cuvées.

Les contrôles des quantités de réactifs à utiliser sont effectués, soit en continu, soit à chaque cuvée, selon la méthode de traitement adoptée.

40.3 – Exploitation

40.3.1 – Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations.) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à 3 semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

40.3.2 – Seul un préposé nommément désigné et spécialement formé a accès aux dépôts de sels métalliques.

Celui-ci ne délivre que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains.

40.3.3 – Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes de sécurité sont établies et affichées en permanence dans l'atelier.

Ces consignes spécifient notamment :

- la liste des vérifications à effectuer avant la remise en marche de l'atelier après une suspension prolongée d'activité,
- les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport,
- la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation,
- les opérations nécessaires à l'entretien et à une maintenance,
- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

40.3.4 – L'exploitant tient à jour un schéma de l'atelier faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine.

Ce schéma est présenté à l'inspecteur des installations classées sur sa simple demande.

40.3.5 – Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets conformément au manuel de conduite et d'entretien. Ce document, maintenu en bon état, est mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées sur sa simple demande. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement des systèmes de régulation, de contrôle et d'alarme.

40.4 – Limitation des débits d'effluents

Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir un débit d'effluents le plus faible possible.

Le débit d'effluents doit correspondre à un niveau moyen, pour chaque fonction de rinçage nécessaire dans une chaîne de traitement, de moins de 5 litres par mètre carré de surface traitée.

Article 41 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE TRANSFORMATION ELECTRIQUE DES PCB OU PCT

Aménagement

Tous les dépôts de produits polluants et appareils imprégnés de PCB ou PCT sont pourvus de dispositifs étanches de rétention des écoulements, dont la capacité sera supérieure ou égale à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus gros contenant,
- 50 % du volume total stocké.

Tout appareil contenant des PCB ou PCT sera signalé par étiquetage tel que défini par l'article 8 de l'arrêté du 8 juillet 1975.

Une vérification périodique visuelle tous les trois ans de l'étanchéité ou de l'absence de fuite est effectuée par l'exploitant sur les appareils et dispositifs de rétention.

L'exploitant s'assure que l'intérieur de la cellule contenant le matériel imprégné de PCB ou PCT ne comporte pas de potentiel calorifique susceptible d'alimenter un incendie important et que la prévention et la protection incendie sont appropriées.

Il vérifie également que dans son installation, à proximité de matériel classé PCB ou PCT, il n'y a pas d'accumulation de matière inflammable sans moyens appropriés de prévention ou de protection.

Sécurité

Des mesures préventives doivent être prises afin de limiter la probabilité et les conséquences d'accidents conduisant à la diffusion des substances toxiques (une des principales causes de tels accidents est un défaut de protection électrique individuelle en amont ou en aval de l'appareil. Ainsi, une surpression interne au matériel, provoquée notamment par un défaut électrique, peut produire une brèche favorisant une dispersion de PCB ; il faut alors éviter la formation d'un arc déclenchant au feu).

L'exploitant prend toutes dispositions constructives du local pour que des vapeurs, accidentellement émises par le diélectrique, ne puissent pas pénétrer dans des locaux d'habitation ou de bureau. En particulier, elles ne doivent pas atteindre des conduits de vide-ordures ou d'aération et des gaines techniques, qui ne seraient pas utilisés exclusivement pour ce local technique.

Les gaines électriques propres au local sont équipées, à l'entrée des liaisons, d'un tampon étanche et résistant à la surpression, lorsqu'elles donnent accès vers d'autres locaux, tels que cités ci-dessus.

En particulier, lorsque le local est accessible à partir d'un espace privatif clos, donnant lui-même sur les endroits ou conduits cités plus haut, la porte correspondante est étanche et résiste à cette surpression.

Les matériels électriques contenant du PCB ou PCT sont conformes aux normes en vigueur au moment de leur installation. Les dispositifs de protection individuelle sont aussi tels qu'aucun réenclenchement automatique ne soit possible. Des consignes sont données pour éviter tout réenclenchement manuel avant analyse du défaut de ce matériel.

On considère que la protection est assurée notamment par la mise en œuvre d'une des dispositions suivantes :

- protection primaire par fusibles calibrés en fonction de la puissance,
- mise hors tension immédiate en cas de surpression, de détection de bulles gazeuses ou de baisse de niveau de diélectrique.

En cas de travaux d'entretien courants ou de réparation sur place, tels que la manipulation d'appareils contenant des PCB, la remise à niveau ou l'épuration du diélectrique aux PCB, l'exploitant prend les dispositions nécessaires à la prévention des risques de pollution ou de nuisances liés à ces opérations.

Il évite notamment :

- les écoulements de PCB ou PCT (débordements, rupture de flexible),
- une surchauffe du matériel ou du diélectrique,
- le contact du PCB ou PCT avec une flamme.

Ces opérations sont réalisées sur surface étanche, au besoin en rajoutant une bâche.

Une signalisation adéquate sera mise en place pendant la durée des opérations.

L'exploitant s'assure également que le matériel utilisé pour ces travaux est adapté (compatibilité avec les PCB - PCT) et n'est pas susceptible de provoquer un accident (camion non protégé électriquement, choc pendant une manœuvre, flexible en mauvais état,...).

En cas d'accident (rupture, éclatement, incendie), l'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées. Il lui indique les dispositions prises à titre conservatoire telles que, notamment, les mesures ou travaux immédiats susceptibles de réduire les conséquences de l'accident.

L'inspecteur peut demander ensuite qu'il soit procédé aux analyses jugées nécessaires pour caractériser la contamination de l'installation et de l'environnement en PCB ou PCT et, le cas échéant, en produits de décomposition.

Au vu des résultats de ces analyses, l'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant la réalisation des travaux nécessaires à la décontamination des lieux concernés.

Ces analyses et travaux sont précisés par un arrêté préfectoral dans le cas où leur ampleur le justifierait.

L'exploitant informe l'inspection de l'achèvement des mesures et travaux demandés.

Les gravats, sols ou matériaux contaminés sont éliminés dans les conditions prévues ci-dessous.

Démantèlement

En cas de travaux de démantèlement, de mise au rebut, l'exploitant prévient l'Inspecteur des installations classées, lui précise, le cas échéant, la destination finale des PCB ou PCT et des substances souillées. L'exploitant demande et archive les justificatifs de leur élimination ou de leur régénération, dans une installation régulièrement autorisée et agréée à cet effet.

Tout matériel imprégné de PCB ou PCT ne peut être destiné au ferrailage qu'après avoir été décontaminé par un procédé permettant d'obtenir une décontamination durable à moins de 50 ppm en masse de l'objet. De même, la réutilisation d'un matériel usagé aux PCB, pour qu'il ne soit plus considéré au PCB (par changement de diélectrique par exemple), ne peut être effectuée qu'après une décontamination durable à moins de 50 ppm, en masse de l'objet.

La mise en décharge ou le brûlage simple sont notamment interdits.

Déchets

Les déchets provenant de l'exploitation (entretien, remplissage, nettoyage) souillés de PCB ou PCT sont stockés puis éliminés dans des conditions compatibles avec la protection de l'environnement et, en tout état de cause, dans des installations régulièrement autorisées à cet effet. L'exploitant est en mesure d'en justifier à tout moment.

Les déchets souillés à plus de 50 ppm sont éliminés dans une installation autorisée assurant la destruction des molécules PCB ou PCT.

Article 42 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE REFRIGERATION ET COMPRESSION

Dans les locaux où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés, la ventilation est assurée, si nécessaire, par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse

donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Les locaux sont munis de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre, en cas d'accident, l'évacuation du personnel.

Article 43 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX TOURS AEROREFRIGERANTES A PULVERISATION D'EAU DANS UN FLUX D'AIR

Entretien et maintenance

L'exploitant devra maintenir en bon état de surface, propre et lisse, et exempt de tout dépôt, le garnissage et les parties périphériques en contact avec l'eau (et notamment les séparateurs de gouttelettes, caissons.) pendant toute la durée de fonctionnement du système de refroidissement.

Il procédera chaque année à la réalisation d'une mesure de la concentration en légionella qui sera réalisée durant la période de mai à octobre.

I - Avant remise en service du système de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé, et en tout état de cause au moins une fois par an, l'exploitant procède à :

- une vidange complète des circuits d'eau destinée à être pulvérisée ainsi que des circuits d'eau d'appoint ;
- un nettoyage mécanique et/ou chimique des circuits d'eau, des garnissages et des parois périphériques ;
- une désinfection par un produit dont l'efficacité vis-à-vis de l'élimination des légionella a été reconnue, tel que le chlore ou tout autre désinfectant présentant des garanties équivalentes.

Cette désinfection s'applique, le cas échéant, à tout poste de traitement d'eau situé en amont de l'alimentation en eau du système de refroidissement.

Lors des opérations de vidange des circuits, les eaux résiduelles sont soit rejetées à l'égout soit récupérées et éliminées dans un centre de traitement des déchets dûment autorisé à cet effet au titre de la législation des installations classées. Les rejets à l'égout ne doivent pas nuire à la sécurité des personnes ni à la conservation des ouvrages.

II - Si l'exploitant justifie d'une impossibilité technique à respecter les dispositions citées ci-dessus, il doit mettre en œuvre un traitement efficace contre la prolifération des légionella, validé in situ par des analyses d'eau pour recherche de légionella, dont une au moins interviendra sur la période de mai à octobre.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité du système de refroidissement et susceptibles d'être exposés par voie respiratoire aux aérosols des équipements individuels de protection adaptés (masque pour aérosols biologiques, gants.), destiné à les protéger contre l'exposition :

- aux produits chimiques ;

- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes.

Un panneau doit signaler le port de masque obligatoire.

Pour assurer une bonne maintenance du système de refroidissement, l'exploitant fait appel à du personnel compétent dans le domaine du traitement de l'eau.

L'exploitant reportera toute intervention réalisée sur le système de refroidissement dans un livret d'entretien qui mentionnera :

- les volumes d'eau consommée mensuellement ;
- les périodes de fonctionnement et d'arrêt ;
- les opérations de vidange, nettoyage et désinfection (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement) ;
- les analyses liées à la gestion des installations (température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures, concentration en légionella,.).

Les plans des installations, comprenant notamment le schéma à jour des circuits de refroidissement, doivent être annexés au livret d'entretien.

Le livret d'entretien est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'inspecteur des installations classées pourra à tout moment demander à l'exploitant d'effectuer des prélèvements et analyses en vue d'apprécier l'efficacité de l'entretien et de la maintenance des circuits d'eau liés au fonctionnement du système de refroidissement.

Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques sont réalisés par un laboratoire qualifié dont le choix est soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Les frais de prélèvements et des analyses sont supportés par l'exploitant.

Les résultats d'analyses sont adressés, sans délai, à l'inspection des installations classées.

Si les résultats d'analyses réalisées en application des alinéas précédents mettent en évidence une concentration en légionella supérieure à 10^3 unités formant colonies par litre d'eau, l'avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sera demandé. Au-delà d'une concentration de 10^5 unités, l'exploitant devra immédiatement stopper le fonctionnement du système de refroidissement. Sa remise en service est conditionnée au respect des dispositions prévues ci-dessus.

Si les résultats d'analyses mettent en évidence une concentration en légionella comprise entre 10^3 et 10^5 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant fait réaliser un nouveau contrôle de la concentration en légionella un mois après le premier prélèvement. Le contrôle mensuel sera renouvelé tant que cette concentration restera comprise entre ces deux valeurs.

Conception et implantation des nouveaux systèmes de refroidissement.

L'alimentation en eau d'appoint de chaque système de refroidissement répondra aux règles de l'art et sera dotée d'un compteur.

Le circuit d'alimentation en eau du système de refroidissement sera équipé d'un ensemble de protection par disconnection situé en amont de tout traitement de l'eau de l'alimentation.

Les rejets d'aérosols ne seront situés, ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejets seront en outre disposés de façon à éviter le siphonnage de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours inférieures.

TITRE CINQUIEME

MESURES EXECUTOIRES

Article 44 - LIMITATIONS

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cessera d'avoir son effet dans le cas où il s'écoulerait un délai de trois ans avant que l'installation projetée ait été mise en service, ou si l'exploitation en était interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure. Elle deviendra également caduque en cas d'inexécution des conditions précisées ci-dessus.

Article 45 - RECOURS

Délai et voie de recours (Article L514-6 du Code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 46 - ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS

L'administration se réserve la faculté de fixer ultérieurement des prescriptions complémentaires que le fonctionnement ou la transformation de cette entreprise rendrait nécessaire pour la protection de l'environnement et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

Article 47 - MODIFICATIONS

Toute modification à apporter à ces installations doit, avant réalisation être portée par l'exploitant à la connaissance du préfet, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires.

Article 48 - INSPECTION

Le titulaire de la présente autorisation devra se soumettre à la visite de son établissement par l'Inspection des Installations Classées, par tous les agents commis à cet effet par l'administration préfectorale en vue d'y faire les constatations qu'ils jugeront nécessaires.

Article 49 - DISPONIBILITE

Le permissionnaire devra être à tout moment en possession de son arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition.

Article 50 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement dont il s'agit changerait d'exploitant, le successeur ou son représentant devrait en faire la déclaration à la Préfecture dans le mois qui suivrait la prise de possession.

Article 51 - PUBLICITE

Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, et faisant connaître qu'une copie de cet arrêté, déposée aux archives de la Mairie, est mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la Mairie pendant une durée minimum d'un mois, et un avis sera inséré aux frais du pétitionnaire, par nos soins, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Article 52 - AFFICHAGE

Un extrait semblable sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 53 - AMPLIATION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or, le Maire de SAINTE COLOMBE SUR SEINE, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Région Bourgogne et le Directeur de la société TREFILEUROPE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à :

- . M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (2 ex.)
- . M. le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- . M. le Directeur de la Société TREFILEUROPE,
- . M. le Maire de SAINTE COLOMBE SUR SEINE.

POUR AMPLIATION
pour le Préfet
et par délégation,
Le Chef de Bureau,

R. VIROT

FAIT à DIJON, le

20 AOUT 2001

LE PREFET,

Pour le Préfet

et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Signé : Roland MEYER

ANNEXE 1

Société TREFILEUROPE à Sainte-Colombe-sur-Seine

CLASSEMENT DES INSTALLATIONS

Désignation	Capacité	Rubrique	Régime	Rayon d'affichage
Travail mécanique des métaux, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW	La puissance totale des 18 machines de travail du métal est de 7 000 kW	2560-1	Autorisation	2 km
Traitement des métaux par décapage et phosphatation (sans mise en œuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement de mise en œuvre étant supérieur à 1 500 l	. Volume total actuel : 155 m ³ . Volume total de la nouvelle décaperie : 150,22 m ³ (volume de rinçage inclus)	2565-2-a	Autorisation	1 km
Utilisation de transformateurs contenant plus de 30 litres de PCB	22 transformateurs contenant des PCB – Volume total de PCB : 20 000 litres	1180-1	Déclaration	-
Dépôt de liquides inflammables représentant une capacité nominale totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	Capacité totale équivalente : 12,65 m ³	1432	Déclaration	-
Stockage d'acide chlorhydrique à plus de 20 %, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 tonnes, mais inférieure à 250 tonnes	. 50 tonnes d'acide chlorhydrique à 380 g/l en 2 citernes . 25 tonnes d'acide usé en 1 citerne	1611-2	Déclaration	-
Trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages	7 lignes de stabilisation du fil, chauffage par induction à 400° C suivi d'un refroidissement par eau, par arrosage ou immersion	2561	Déclaration	-
Emploi de matières plastiques par extrusion, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 1 t/jour, mais inférieure à 10 t/jour	Tête d'extrusion pour enrober au polyéthylène les haubans pour ponts à haubans, capacité de mise en œuvre de polyéthylène de 6 t/jour	2661-1-b	Déclaration	-
Dépôts de polyéthylène, le volume étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Volume d'environ 100 m ³ (40 t)	2662-1-b	Déclaration	-
Combustion – Appareils de chauffage par combustion de gaz naturel de puissance totale comprise entre 2 et 20 MW	Appareils et chaudières à gaz naturel de chauffage des locaux : 10 MW Décaperie (gaz naturel) 1,95 MW Total : 11,95 MW	2910-A-2	Déclaration	-

Désignation	Capacité	Rubrique	Régime	Rayon d'affichage
Installation de compression d'air fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, n'utilisant pas des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	3 compresseurs d'air à 7 bars, de 110 kW chacun, soit 330 kW au total	2920-2-b	Déclaration	-
Emploi et stockage d'oxygène, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 tonnes	7 bouteilles d'oxygène à 200 bars ; soit 98 kg	1220	Non classable	-
Stockage d'acétylène, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1 tonne	6 bouteilles de 10 kg, soit 60 kg	1418	Non classable	-
Installation de remplissage de réservoirs de véhicules diesel, le débit maximum équivalent, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence étant inférieur à 1 m ³ /h	1 pompe à gazole, style pompe de station-service publique, pour remplissage des chariots de manutention	1434	Non classable	-
Dépôt de bois, papier, carton, la quantité stockée étant inférieure à 1 000 m ³	5 tonnes de bois et 1 tonne de papier, soit environ 11 m ³	1530	Non classable	-

ANNEXE N° 2

METHODES DE REFERENCE POUR

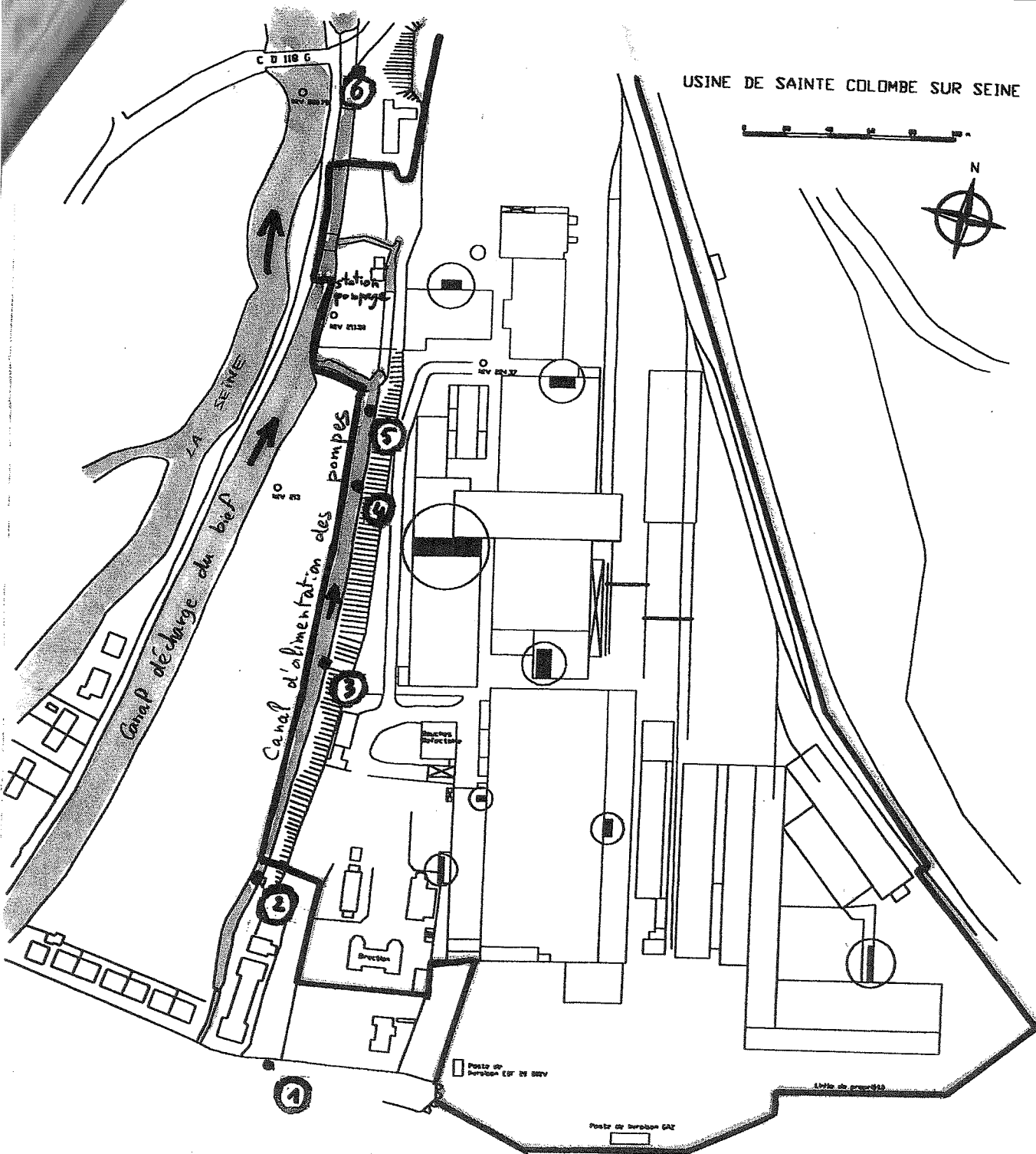
LES ANALYSES

(ANNEXE I.a de l'ARRETE DU 2 FEVRIER 1998)

ANNEXE N° 3

**PLAN D'IMPLANTATION DES
TRANSFORMATEURS AU PCB
ET DES POINTS DE REJET DES EAUX**

USINE DE SAINTE COLOMBE SUR SEINE



Rep.	Nbre	Désignation	Matière	Observations
LE PRÉSENT DOCUMENT NE PEUT ÊTRE NI REPRODUIT NI COMMUNIQUÉ AUX TIERS SANS NOTRE AUTORISATION EXPRESSE ÉCRITE				
B		D		
A		C		
DATE	MODIFICATIONS			
tréfileurope			USINE DE SAINTE-COLOMBE BP1 21400 SAINTE-COLOMBE SUR SEINE	
LOCAUX IMPLANTATION TRANSFO. PCB ET DES POINTS DE REJET			ECHELLES: SANS	
			DESSINE:	
			DATE: 19/03/2001	
			N° 2158	

ANNEXE N° 4

**PLAN DE LOCALISATION
DES PIEZOMETRES**

The map shows a residential area with several buildings and streets. Key features include:

- Streets:** Chaillou - sur - Seine, Nuits-sur-Armance, Station, EPC, Chemin, Rue, AU-DESSUS DE LA BUISSE.
- Landmarks:** Chaillou - sur - Seine, Nuits-sur-Armance, Station, EPC, Chemin, Rue, AU-DESSUS DE LA BUISSE.
- Data Boxes:**
 - Panneau n° 1: X : 765463.999, Y : 321937.808, Z : 228.451
 - Panneau n° 2: X : 765463.999, Y : 321937.808, Z : 228.451
 - Panneau n° 3: X : 765270.399, Y : 321758.139, Z : 228.523
 - Panneau n° 4: X : 765463.999, Y : 321937.808, Z : 228.451
 - Panneau n° 5: X : 765435.768, Y : 321927.136, Z : 228.469
- Orientation:** North (N) is indicated at the top.
- Section:** SECTION AI is labeled at the bottom.

